

RÉPUBLIQUE ET CANTON  
DE NEUCHÂTEL



GRAND CONSEIL

Neuchâtel, le 26 novembre 2021  
*Actualisé par le SGGC le 8 décembre 2021*

## **SESSION DES 7 ET 8 DÉCEMBRE 2021** **au Château de Neuchâtel**

### **CONVOCAATION ET ORDRE DU JOUR**

#### **Mardi 7 décembre 2021, 13h30 – 18h00**

- Objets A selon ordre de traitement ci-après

#### **Mardi 7 décembre 2021, 19h30 – 22h00**

- Objets A (suite) selon ordre de traitement ci-après

#### **Mercredi 8 décembre 2021, 8h30 – 12h00**

- Objets B éventuels (si l'urgence d'un objet venait à être demandée et accordée)
- Objets A (suite), selon ordre de traitement ci-après

**ATTENTION :** Le port du masque est obligatoire pour tous les participants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.  
L'accès au public est interdit.

## Objets A

Classés par ordre de traitement, selon décisions du bureau du Grand Conseil du 25 novembre 2021

Numéro d'ordre de traitement	Objet	Commentaires	Décisions du Grand Conseil et votes électroniques
A 1	Assermentation de députés suppléants		-
A 2	<p style="text-align: right;"><b>DDTE</b></p> <p><a href="#">21.037ce</a>  <a href="#">21.037com</a>                      22 septembre et 11 novembre 2021  <b>Crédit complémentaire intempéries de Cressier</b>                      Rapports du Conseil d'État et de la commission des finances à l'appui d'un décret portant octroi d'un crédit complémentaire d'un montant brut de 1'390'000 francs destiné à financer des interventions urgentes et la reconstruction de la RC 2185 suite à l'événement survenu le 22 juin 2021 à Cressier</p>	<p>Débat libre</p> <p>Vote à la majorité simple</p> <p><i>NB : Le rapport 21.037 répond à la recommandation <a href="#">21.169</a> qui est par conséquent classée</i></p>	<p><a href="#">21037_CreditComplCressier_VoteFinalDecret.pdf</a>                      Projet de décret adopté par 97 voix sans opposition                      Recommandation 21.169 classée</p>

<p><b>A 3</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFS</b></p> <p><a href="#">21.038 tome 1</a> <a href="#">21.038 tome 2</a>  <a href="#">21.038com</a>  22 septembre et 22 novembre 2021  <b>Budget de l'État pour l'exercice 2022 et plan financier et des tâches 2023-2025</b>  Projet de budget pour l'exercice 2022 et rapports du Conseil d'État et de la commission des finances à l'appui  Tome 1 : <i>traitement dans le cadre du débat d'entrée en matière</i>  Tome 2 :  <i>Ordre de la discussion par chapitre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Autorités judiciaires (AUJU)</i></li> <li>- <i>Département de l'économie, de la sécurité et de la culture (DESC)</i></li> <li>- <i>Autorités législatives (AULE)</i></li> <li>- <i>Autorités exécutives (AUEX)</i></li> <li>- <i>Autorités de la protection des données et de la transparence (PPDT)</i></li> <li>- <i>Contrôle cantonal des finances (CCFI)</i></li> <li>- <i>Département de la formation, de la digitalisation et des sports (DFDS)</i></li> <li>- <i>Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE)</i></li> <li>- <i>Département de l'emploi et de la cohésion sociale (DECS)</i></li> <li>- <i>Département des finances et de la santé (DFS)</i></li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Débat libre</b></p> <p><i>NB : les réponses aux questions seront données dans le cadre de la discussion par chapitre.</i></p> <p>Questions auxquelles il n'a pas encore été répondu  <a href="#">21.352 DDTE</a></p> <p style="text-align: center;">cf. document  <a href="#">Amendements réunis au budget 2022</a></p> <p>Votes des lois et décret relatifs au budget :</p> <p style="text-align: center;"><b>Lois L-01 LS, L-02 LAE et L-03 LFinEC :</b>  vote à la majorité simple</p> <p style="text-align: center;"><b>Décret concernant le budget 2022 :</b>  vote à la majorité simple</p> <p>Vote sur le classement du postulat <a href="#">17.148</a></p>	<p><a href="#">21038_Budget22_VoteFinal_LS.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_LFinEC_AL03_VertPOP.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_VoteFinal_LFinEC.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_Decret_A01_VertPOP.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_Decret_A03_S.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_Decret_A04_S.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_LAE_VoteEntreeEnMatiere.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_LAE_AL02_LR.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_VoteFinal_LAE.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_Amend_Decret_A06_LR.pdf</a>  <a href="#">21038_Budget22_VoteFinalDecret.pdf</a></p> <p>Réponse de M. Laurent Favre à la question 21.352  Projet de loi LS adopté par 97 voix sans opposition  Entrée en matière LAE acceptée par 59 voix contre 40  Projet de loi LAE adopté par 59 voix contre 40  Projet de loi LFinEC adopté par 97 voix sans opposition  Projet de décret, amendé, concernant le budget 2022 adopté par 87 voix contre 8  Classement du postulat 17.148 accepté non combattu</p>
-------------------	---	--	---

### DÉPÔT DE QUESTIONS :

Les réponses aux éventuelles questions – en lien avec le budget 2022 – seront données lors de la discussion par chapitre du rapport 21.038 Budget de l'État pour l'exercice 2022 et plan financier et des tâches 2023-2025.

Procédure à suivre lors de la session relative au budget :

- Vos éventuelles **questions en lien avec le budget** sont si possible à envoyer **par courriel directement au département concerné** avant la session, NB : pour les questions aux AUJU, veuillez les envoyer par avance au secrétariat des AUJU, et non pas à un département.
- Ces questions NE FONT PAS l'objet d'un dépôt par écrit auprès du SGGC. Il n'y a donc pas lieu d'utiliser le formulaire ad hoc.
- Pendant la session, lesdites questions **doivent être posées oralement**, dans le cadre de la discussion par chapitres (par départements) du rapport relatif au budget, afin que le Conseil d'État puisse y répondre immédiatement.

<p><b>A 4</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFS</b></p> <p><a href="#">20.029ce</a> <a href="#">20.029com</a> 6 juillet 2020, 28 septembre et 5 novembre 2021 <b>Cour des comptes</b> Rapports du Conseil d'État, de la commission des finances et de la commission législative à l'appui</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un projet de décret soumettant au vote du peuple l'initiative constitutionnelle populaire cantonale « Pour la création d'une Cour des comptes » et le contre-projet direct du Conseil d'État</li> <li>– d'un projet de loi modifiant la loi sur le contrôle des finances (LCCF)</li> <li>– d'un projet de loi modifiant la loi sur les subventions (LSub)</li> <li>– d'un projet de loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC)</li> </ul>	<p>Débat libre</p> <p>cf. document <b><a href="#">Amendements réunis de la COFI et de la COGES</a></b></p> <p>Vote à la majorité simple</p> <p>Vote sur l'acceptation de la motion <a href="#">21.202</a></p> <p>Position du Conseil d'État : acceptation de la motion</p>	<p><a href="#">20029_CourDesComptes_VoteFinalDecret.pdf</a> <a href="#">20029_CourDesComptes_AmendOpposes_LCCF_art4a_al2_COGE_S_COFI.pdf</a> <a href="#">20029_CourDesComptes_VoteFinal_LCCF.pdf</a> <a href="#">20029_CourDesComptes_VoteFinal_LSub.pdf</a> <a href="#">20029_CourDesComptes_VoteFinal_OGC.pdf</a> <a href="#">21202_Motion_COFI_LanceursDALerte.pdf</a></p> <p>Projet de décret adopté par 96 voix sans opposition</p> <p>Projet de loi LCCF, amendé, adopté par 95 voix contre 4</p> <p>Projet de loi LSub, amendé, adopté par 93 voix contre 4</p> <p>Projet de loi OGC, amendé, adopté par 95 voix contre 4</p> <p>Motion 21.202 acceptée par 54 voix contre 38</p>
<p><b>A 5</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFS</b></p> <p><a href="#">21.024ce</a> <a href="#">21.024com</a> 5 mai et 24 novembre 2021 <b>Positionnement stratégique des régions</b> Rapports d'information du Conseil d'État et de la commission Péréquation et régions concernant la mise en œuvre des accords de positionnement stratégique des régions Neuchâtel Littoral, Montagnes neuchâteloises, Val-de-Ruz et Val-de-Travers</p>	<p>Débat libre</p> <p>Pas de vote</p>	<p>Traité</p>
<p><b>A 6</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFS</b></p> <p><a href="#">21.023ce</a> <a href="#">Annexe</a> <a href="#">21.023com</a> 5 mai et 9 novembre 2021 <b>Péréquation financière intercommunale</b> <b>Rapport du Conseil d'État</b> à l'appui d'une demande de classement de la motion de la commission Péréquation financière 19.124, du 15 mars 2019, Prise en compte de critères géotopographiques dans le volet des charges de la péréquation financière intercommunale <b>Rapport de la commission Péréquation et régions</b> à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) et de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC) (Prorogation de la disposition transitoire à la modification du 27 mars 2019)</p>	<p>Débat libre</p> <p>Vote à la majorité simple</p> <p><i>Cf. rapport de la commission : le vote sur le classement de la motion 19.124 sera traité ultérieurement.</i></p>	<p><a href="#">21023_PerequationFinanciereIntercom_VoteFinalLoi.pdf</a></p> <p>Projet de loi adopté par 96 voix sans opposition</p>

<p><b>A 7</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFDS</b></p> <p><a href="#">21.026ce</a> <a href="#">21.026com</a> 12 mai et 22 novembre 2021 <b>Pour une École de l'égalité</b> Rapports du Conseil d'État et de la commission Éducation en réponse aux postulats du groupe socialiste 19.148, du 24 mai 2019, Pour une École de l'égalité, et 20.158, du 24 juin 2020, Pour un Enseignement de l'égalité</p>	<p style="text-align: center;">Débat libre</p> <p style="text-align: center;">Vote sur le classement des postulats <a href="#">19.148</a> et <a href="#">20.158</a></p>	<p><a href="#">21026_EcoleDeLEgalite_VoteClassPostulat_19148.pdf</a> <a href="#">21026_EcoleDeLEgalite_VoteClassPostulat_20158.pdf</a> Classement du postulat 19.148 accepté par 78 voix contre 6 Classement du postulat 20.158 accepté par 76 voix contre 11</p>
<p><b>A 8</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DFS</b></p> <p><a href="#">21.031ce Erratum</a> <a href="#">21.031com1</a> 28 juin et 2 novembre 2021 <b>Loi portant modification de la LFinEC, de la LSub et de la LCPFPub</b> <b>Rapport du Conseil d'État</b> à l'appui d'un projet de loi portant modification de : – la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC) – la loi sur les subventions (LSub) – la loi sur la Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel (LCPFPub) <b>Rapport partiel de la commission des finances</b> à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC)</p>	<p style="text-align: center;">Débat restreint</p> <p style="text-align: center;">Vote à la majorité simple</p>	<p><a href="#">21031_LFinEC_VoteFinalLoi.pdf</a> Projet de loi LFinEC adopté par 95 voix sans opposition</p>
<p><b>A 9</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DESC</b></p> <p><a href="#">21.034ce</a> <a href="#">21.034com</a> 5 juillet et 22 novembre 2021 <b>Modification de la LI-CC (Surveillance électronique)</b> Rapports du Conseil d'État et de la commission législative à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi concernant l'introduction du code civil suisse (LI-CC)</p>	<p style="text-align: center;">Débat restreint</p> <p style="text-align: center;">Vote à la majorité simple</p>	<p><a href="#">21034_SurveillanceElectronique_VoteFinalLoi.pdf</a> Projet de loi adopté par 97 voix sans opposition</p>

## Objets B

Lors des sessions relatives aux comptes et au budget, il n'y a pas de plage horaire consacrée au traitement des objets B (cf. art. 183 OGC).

Numéro d'ordre de traitement	Objet	Commentaires	Décisions du Grand Conseil et votes électroniques
B 1	<p style="text-align: right;"><b>DESC</b></p> <p><a href="#">21.220</a> 25 novembre 2021, 21h40 <b>Interpellation du groupe VertPOP</b> Intoxications au GHB à Neuchâtel : quand pourrons-nous sortir l'esprit tranquille ?</p>	<p>Vote sur l'urgence</p> <p>Demande de développement ?</p>	<p>Urgence acceptée non combattue</p> <p>Développement de l'interpellation par M<sup>me</sup> Emma Combremont</p> <p>Réponse de M. Alain Ribaux</p>
B 2	<p style="text-align: right;"><b>DESC</b></p> <p><a href="#">21.221</a> 26 novembre 2021, 11h30 <b>Interpellation du groupe UDC</b> Sécurité des lieux de fêtes : traiter le mal à la racine ?</p>	<p>Vote sur l'urgence</p> <p>Demande de développement ?</p>	<p>Urgence acceptée non combattue</p> <p>Développement de l'interpellation par M<sup>me</sup> Roxann Durini</p> <p>Réponse de M. Alain Ribaux</p>
B 3	<p style="text-align: right;"><b>DFDS</b></p> <p><a href="#">21.222</a> 3 décembre 2021, 10h25 <b>Projet de résolution de la commission des affaires extérieures</b> Programme de recherche Horizon Europe</p>	<p>Vote à la majorité qualifiée de 2/3 des membres présents</p>	<p><a href="#">21222_Resolution_ProgRechHorizonEurope_CAF.pdf</a></p> <p>Membres présents : 98 Majorité qualifiée 2/3 : 66</p> <p>Projet de résolution accepté par 89 voix contre 8 et 1 abstention</p>